

Venant de Palestine occupée, deux défenseurs des droits humains rencontrent la politique de Washington

Description

Ce qui peut arriver quand vous tentez d'acquiescer le Congrès américain sur la montée des violations des droits humains par Israël.

Par Max Blumenthal, Alternet, 27 avril 2016

[screen_shot_2016-04-27_at_10.17.31_am](#)

Ce mois-ci, deux collègues de défenseurs des droits humains en Palestine occupée, le fondateur du Centre Palestinien des Droits de l'Homme (PCHR) Raji Sourani et le fondateur d'Al Haq Shawan Jabarin, se sont embarqués dans une tournée de conférences à New York et à Washington DC. Après leur apparition à l'université Columbia, où ils ont parlé lors d'un événement organisé par le Centre des Droits Constitutionnels, j'ai rencontré Sourani et Jabarin lors d'une rencontre privée à Washington DC. Tous deux revenaient d'une série de rencontres au Congrès, y compris avec un des collaborateurs les plus compétents en politique étrangère.

La première rencontre de Sourani et Jabarin a eu lieu aux sous-comités du Sénat sur les Opérations d'État et Étrangères au bureau de Tim Reiser, assistant de longue date du sénateur démocrate Patrick Leahy. Considéré comme un défenseur des droits humains au Congrès, Reiser est le concepteur de la loi dite loi Leahy qui restreint les ventes d'armes US aux nations qui violent en permanence les droits humains. En mars, Leahy [s'est joint](#) à dix membres du Congrès en signant une lettre demandant à l'administration Obama d'enquêter sur les « graves violations des droits humains » d'Israël et de la junte militaire égyptienne. D'après un militant des droits humains de Washington qui accompagnait Sourani et Jabarin au bureau de Reiser, tous deux espéraient en tirer une idée sur l'application de la loi Leahy, mais ils ne reçurent que des recommandations informelles.

Une rencontre avec le représentant démocrate John Lewis suivit celle avec Reiser. Le militant de Washington mâa dit que Lewis a disserté avec Sourani et Jarabin plus d'une heure, bien plus qu'attendu, et posa pour des photos avec les deux hommes, offrant à leur cause la présence d'un symbole vivant du mouvement pour les droits civiques. Il leur laissa des copies de son roman illustré de 2013, [March](#), sur la fameuse marche par le pont Edmund Pettus à Selma, Alabama. « Ils sortirent confortés du bureau de Lewis », dit le militant.

Mais Jarabin et Sourani reçurent une douche froide de l'administration Obama. Un collaborateur du Département d'État accepta de les rencontrer, mais rappela deux heures plus tard pour annuler, sans donner d'explication. Ce traitement ne fut guère un choc après des années de déceptions avec les gouvernements occidentaux.

Vers la CIJ

Ni Sourani ni Jabarin n'avaient prévu de consacrer leur vie à la cause des droits humains. Mais alors qu'ils étaient adolescents, ils furent arrêtés par l'armée et torturés dans les prisons israéliennes. Jabarin dit qu'à 18 ans, Israël a « tua mes rêves », l'interdisant de voyager à l'étranger pour étudier la médecine où une bourse l'attendait. Les deux se sont plongés dans le droit international et ont cherché des recours juridiques pour contester l'occupation israélienne des territoires palestiniens.

En 1979, Jabarin fonda Al-Haq à Ramallah, maintenant siège de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie occupée, où Israël a mené une campagne soutenue de démolitions de maisons, de construction de colonies et de transfert de population. Pour sa part, Sourani fonda le PCHR à Gaza-Ville, qui est maintenant la cible d'une violence sans précédent par les drones, les bombardiers et l'artillerie lourde israéliennes.

Sourani préside actuellement 63 collaborateurs. « Même avec ce nombre », commente-t-il, « nous n'avons pas un seul jour de repos. La quantité et la qualité des violations des droits humains dont nous sommes témoins sont stupéfiantes ».

Pendant les 51 jours d'attaques israéliennes sur la bande de Gaza en 2014, les enquêteurs du PCHR ont souvent été en grave danger alors qu'ils sortaient pour documenter les attaques qui ont causé 2200 morts et [100,000 foyers](#) partiellement ou complètement détruits.

« J'appelais Raji tous les jours juste pour savoir s'il était vivant » se souvient Jabarin. Avec l'expérience acquise par Sourani et son équipe, ils ont formé des personnels des droits humains pour enquêter sur les atrocités au Yémen, en Libye et en Syrie. Dès lors, Sourani, la grave situation de Gaza à l'égard de son organisation en « organisation des droits humains la plus sophistiquée du Moyen-Orient ».

Al Haq et le PCHR dirigent la campagne palestinienne pour faire établir la responsabilité d'Israël par la Cour Pénale Internationale (CPI). Sourani décrit ceci comme un dernier recours. « Nous avons épuisé les recours nationaux en Israël. Khalas ! [« Assez ! », en arabe] Après des années d'expérience nous avons découvert que ce système fournit une couverture juridique aux crimes de guerre systématiques. La torture est légale et légitime. Les assassinats extrajudiciaires sont légaux. C'est pourquoi nous nous tournons vers la juridiction universelle à la CPI.

Menaces, répression et interdictions de voyages

En raison de leur détermination à faire connaître les crimes israéliens contre les droits humains et en rendre les auteurs responsables devant les organismes judiciaires internationaux, Sourani et Jabarin sont devenus des cibles d'Israël et de ses lobbyistes internationaux.

Leur venue à l'université Columbia a été précédée par une [lettre d'intimidation](#) de la conseillère juridique du groupe de droite NGO Monitor à l'École de droit de Columbia, posant des questions sur les partenaires de l'université.

NGO Monitor se qualifie d'organisation de surveillance fournissant une « analyse critique » des ONG internationales, mais en pratique c'est un outil du gouvernement de droite d'Israël. Le fondateur du groupe, Gerald Steinberg, a [opéré](#) comme consultant du gouvernement israélien et a servi dans un Comité de direction supervisé par le bureau du premier ministre israélien. Témoin devant la Knesset d'Israël, Steinberg a [appelé à](#) « mener la guerre » contre les organisations des droits humains. Il a pressé le gouvernement israélien à soutenir des groupes comme le sien qui donnent l'impression d'une contre-attaque de la « société civile ».

La tentative ratée de NGO Monitor pour empêcher la venue de Sourani et de Jabarin à Columbia est une expansion de l'attaque montante du gouvernement israélien contre les organisations des droits humains. Les deux hommes ont empêchés de voyager à l'étranger par les services de sécurité israéliens.

Dès lors, Jabarin, les fondateurs d'Al Haq ont été confrontés à une vague de menaces et d'intimidations par les forces pro-israéliennes. Récemment, des membres de son personnel ont trouvé au seuil de leur maison ce qu'il appelle des « fleurs funéraires », fleurs coupées accompagnées de cartes avec des messages de menaces. Il dit que l'ordinateur serveur de son groupe a été attaqué, que son personnel a reçu des e-mails de menaces et que lui et Sourani sont soumis à un cortège permanent d'attaques dans la presse israélienne. « Si vous recherchez nos noms sur Google », dit Jabarin, « je vous

garantis que vous verrez le mot "terroriste" Ã c'tÃ©. Nous savons que ce travail n'est pas de la rigolade et nous sommes prÃ©parÃ©s Ã payer le prix pour le poursuivre Ã».

Jabarin a soumis son dossier Ã La Haye Ã le siÃ©ge de la CIJ Ã le 23 novembre 2015. EnfermÃ© dans Gaza, oÃ¹ avec le siÃ©ge israÃ©lien actuel voyager est devenu presque impossible, Sourani a tenu une confÃ©rence de presse simultanÃ©e dans les ruines des maisons dÃ©truites par l'armÃ©e israÃ©lienne.

« Ce n'Ã©tait qu'un petit pas » dit Jabarin Ã propos de la confÃ©rence de presse dans les ruines de Gaza. «Raji [Sourani] Ã©tait entourÃ© de gens qui avaient perdu leurs bien-aimÃ©s, leurs biens, leur maison Ã tout. Et cette soumission Ã la CIJ leur a donnÃ© l'Ã©sperance que la justice viendrait Ã».

Il a indiquÃ© que l'administration Obama est la principale opposante Ã la quÃ©te des droits humains palestiniens. « Vous avez vu les USA faire pression pour que la Palestine ne s'adresse pas Ã la CIJ Ã», rappelle Jabarin. « Ils ne veulent pas que nous acceptions la justice ! C'est la contradiction qui nous met un peu en colÃ©re Ã».

Cependant, dans un salon Ã Washington DC, entourÃ© par des supporters, y compris quelques-uns pourtant des pins pour la candidature prÃ©sidentielle du sÃ©nateur Bernie Sanders, Jabarin a fait le point sur le changement des vents politiques. « Pour nous, vous Ãªtes la nouvelle AmÃ©rique, pas l'administration Ã», a-t-il dit Ã son audience.

Max Blumenthal est un Ã©diteur en chef du *Grayzone Project* d'AlterNet et l'auteur rÃ©compensÃ© de [Goliath](#) et de [Republican Gomorrah](#). Son livre le plus rÃ©cent est *The 51 Day War: Ruin and Resistance in Gaza*.

Source: [Alternet.org](#)

Traduction: JPB pour l'Agence MÃ©dia Palestine

date crÃ©Ã©e

2016/05/02